

*Les subsides*

directement et indirectement. De même, il contribue considérablement au PNB du Canada. L'année dernière, par exemple, il comptait pour 4 p. 100. Il y a toutefois une autre similarité entre les mines et la foresterie. C'est le peu d'attention que le gouvernement accorde à cet important secteur de l'économie canadienne. Tout comme pour le secteur forestier, il n'a personne au cabinet fédéral qui représente exclusivement les intérêts de ceux qui y travaillent. Cette semaine marque le deuxième mois sans représentant du secteur minier au cabinet. Toutefois, ce qui est plus étonnant encore, c'est que le cabinet fédéral n'a pas de ministre des Forêts depuis les années 60. A cette époque, M. Diefenbaker a proposé d'en créer un.

● (1730)

J'ai été moins révolté qu'amusé lorsque le responsable du Service canadien des forêts, le ministre de l'Environnement (M. Caccia), a déclaré à la Chambre aujourd'hui qu'il ne pensait pas nécessaire de créer une bureaucratie supplémentaire et un autre ministère pour s'occuper du secteur forestier. Cette déclaration vient d'un ministre qui représente le gouvernement même qui a imposé Canagrex aux agriculteurs. C'est le gouvernement qui a créé Petro-Canada et la Corporation de développement des investissements du Canada. Avec toute cette bureaucratie, il n'est pas étonnant que nous n'ayons pas assez d'arbres pour produire tout le papier nécessaire pour fournir la paperasse que le gouvernement exige de ses administrés.

Il est indispensable de créer un ministère qui s'occupe uniquement des forêts. Actuellement, comme le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) l'a fait remarquer dans un débat antérieur, la responsabilité de la politique forestière canadienne relève d'un sous-ministre adjoint. La première industrie du Canada ne mérite même pas un sous-ministre.

Le secteur forestier est en difficulté pour un certain nombre de raisons. La concurrence mondiale nous a fait du tort, de même que l'incurie du gouvernement fédéral. Le récent rapport du Conseil des sciences du Canada sur la situation des forêts canadienne en péril est pour le moins effrayant. Il est effrayant parce que si le gouvernement et l'entreprise ne prennent pas, conjointement, des mesures décisives, notre secteur forestier connaîtra le même sort que les dinosaures et les dodos. Ces espèces n'ont pu s'adapter aux changements et elles se sont éteintes.

Aujourd'hui, nous coupons près de un million d'hectares chaque année, dont le tiers au moins ne sont pas suffisamment reboisés, et près de 12 p. 100 de nos forêts sont dans cet état déplorable. Que peut-on faire pour y remédier? Selon un sondage effectué auprès de 34 sociétés de pâtes et papiers en 1980-1981, sur chaque dollar que gagne ce secteur, seulement 10 cents sont réinvestis dans les sociétés proprement dites et 3 cents sont distribués en dividendes. Fait qui n'a rien de surprenant, 10 autres cents, sur chaque dollar, sont consacrés aux droits et taxes prélevés par le gouvernement. Il est donc extrêmement important que tous les paliers de gouvernement comprennent bien que s'ils imposent à tour de bras ce secteur, ils empêcheront de plus en plus les sociétés de réinvestir dans les programmes de reboisement, ou encore dans la modernisation du matériel en vue de rester compétitives par rapport aux États-Unis et aux pays nordiques.

Pour conclure, il faut adopter une stratégie à plusieurs facettes en vue d'aider le secteur forestier à s'accroître, s'étendre et

se développer. Le reboisement et la gestion des forêts en sont des aspects essentiels, que nous avons négligés pendant trop longtemps. Si nous continuons dans ce sens, les générations futures ne pourront plus jamais discuter à nouveau de ce problème parce qu'il n'y aura plus de forêts à ce moment-là.

La première remarque que je veux faire est la suivante. A intervalles réguliers nous décidons d'examiner la question du reboisement, et nous nous heurtons tous les ans au même problème. Lorsque nous examinons le problème du reboisement, que ce soit avec le secteur privé ou les ministres provinciaux, il faut tenir compte également des nouvelles pousses et des arbres, et du recrutement d'employés à chaque printemps. Un problème se pose dès le départ, car nous recrutons des gens sans expérience. Ce faisant, nous assistons à la destruction de milliers et de milliers d'arbres. Les employés ne comprennent pas bien comment planter les arbres. Je suis entré en contact avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts) et lui ai demandé de réfléchir à la mise en œuvre d'un programme, tous les printemps, à l'intention des gens qui travailleront dans le secteur forestier. Ceux qui n'ont pas la bonne fortune d'avoir un emploi à plein temps recherchent cet emploi saisonnier. On devrait leur offrir un programme de formation au début de chaque saison. Ainsi, nos sols seront bien entretenus et les arbres bien plantés. Cette mesure permettra non seulement de sauver l'industrie forestière, mais également d'économiser des milliers et des milliers de deniers publics. Le gouvernement devrait mettre en vigueur un programme d'une semaine.

Deuxièmement, en vue de coordonner les efforts de tous les gouvernements provinciaux et les aspects du secteur forestier qui sont du ressort fédéral, il faut créer un nouveau ministère des forêts. Il est désolant que le gouvernement laisse pour compte un secteur aussi important que le secteur forestier. Sous la régie du ministère des Forêts de l'Ontario, que je connais sans doute un peu mieux que d'autres, chaque année on laisse pourrir dans les forêts des milliers et des milliers de cordes de bois. J'exhorte donc tous les députés, et surtout ceux de l'Ontario, à examiner sérieusement cette situation.

Nous parlons d'économiser l'énergie. Pourquoi ne pas nous doter d'un programme qui permette aux gens d'aller dans les bois couper les cimes des arbres auxquels on n'a pas touché, et de prendre les cordes de bois laissées sur place? Ce bois pourrait être vendu dans les localités ou distribué aux personnes âgées et autres qui n'ont pas les moyens de s'acheter du bois à brûler. L'on compte des milliers de cordes de bois, pas seulement en Ontario mais aussi ailleurs au Canada, dont on ne se sert pas et qu'on laisse ainsi se perdre. C'est une solution qu'il faudrait envisager.

Le nord de l'Ontario, dont l'assise économique repose sur l'exploitation des ressources naturelles comme les forêts et les mines, est voué à sa perte si l'on ne fait rien pour éviter la dégradation du secteur forestier. Si le gouvernement refuse de se pencher sur les problèmes qui affligent le secteur forestier, nous risquons de nous retrouver dans de beaux draps.

Les 300,000 travailleurs du secteur forestier canadien, tant les hommes que les femmes, se joignent à moi pour prier instamment le gouvernement d'accorder une fois pour toutes la priorité à ce secteur d'importance cruciale dans le mode de vie canadien. Je sais que d'autres de mes collègues souhaitent intervenir. Je sais gré à la Chambre de m'avoir permis d'exposer mon point de vue sur ce sujet très important.